

N° 348
janvier 2026

L'ÉCHO DES CONTINENTS

- Nos métiers, nos chantiers, nos débats -



Moyen-Orient : investir pour l'avenir

Installation de canalisations en fonte
pour le transfert d'eau potable entre
Amman et Zarqa - projet financé par l'AFD.



Rémy Rioux,
directeur général
du groupe AFD

ÉDITO

Un numéro spécial sur les enjeux de développement du Moyen-Orient, quelle idée, presque indécente dans la douleur extrême où il est aujourd'hui plongé ? Et pourtant ! Le groupe AFD ne se résout pas à une région de crises, de fractures et d'urgences, par respect et par attention pour toutes les femmes et les hommes qui y vivent, toutes celles et ceux que nous accompagnons. Par reconnaissance aussi pour les équipes du groupe AFD qui y travaillent avec tant d'engagement et d'exigence, dans des conditions souvent éprouvantes pour elles et leurs familles. À travers leurs récits, nos collègues témoignent, au plus près des réalités et des complexités locales, de l'utilité et de la grandeur de notre mission de développement.

Ce numéro veut également donner de la visibilité à des actions parfois peu connues, menées avec constance dans une région où le temps long du développement se heurte à la répétition des crises. Depuis plus de vingt ans, le groupe AFD a fait le choix de la présence et de la continuité, y compris lorsque, après le 7 octobre 2023 et ses conséquences, de nombreux acteurs ont dû se retirer. Cette présence constante et opiniâtre, dans cette région comme dans toutes les autres, est un trait profond de l'identité de notre agence, au nom de la France.

L'utilité de notre Groupe s'illustre enfin par la complémentarité de ses entités. Les interventions d'Expertise France au Yémen ou en Syrie ont permis de maintenir le lien avec les acteurs locaux dans des contextes de très grande vulnérabilité. Proparco démontre combien l'appui au secteur privé est essentiel à la résilience des territoires, comme l'illustre notre beau partenariat avec la *Bank of Palestine*, qui fournit un service vital aux populations des Territoires palestiniens. Sans oublier l'action de l'AFD : savez-vous que notre premier prêt fut octroyé en 1942 à l'Office des Céréales Panifiables pour la sécurité alimentaire des populations syriennes et libanaises ?

Notre récent déplacement au Liban avec Philippe Orlange et Cassilde Brenière, en présence de Sébastien Fleury, pour fêter le 25^e anniversaire de notre agence à Beyrouth, a encore ravivé cette certitude. Cinq ans après l'explosion du port, dans un pays éprouvé par une succession de chocs, j'ai retrouvé des équipes et des partenaires qui continuent à agir résolument. Notre collègue Helena Saroufim, qui vient de nous quitter, incarnait notre engagement. Nous lui dédions ce numéro et j'adresse les condoléances de toute l'AFD à sa famille. La photo ci-dessous, prise l'été dernier entourée de ses collègues nous rappelle son sourire, sa générosité et le lien fort qu'elle entretenait avec son équipe.



Alors que nous entrons dans notre 85^e année, je souhaite que ce numéro soit une inspiration et une invitation à garder confiance en nous-mêmes et en notre raison d'être, et à nous projeter vers l'avenir, avec lucidité, humilité et détermination, pour accompagner les trajectoires de développement et de stabilité du Moyen-Orient et pour poursuivre la transformation continue de notre entreprise. **On est ensemble #AFD2041 !**

Rémy Rioux



MOYEN-ORIENT : INVESTIR POUR L'AVENIR

p. 04 À la une

L'AFD au Moyen-Orient,
une présence historique p. 04

La sécurité : une condition
sine qua non sur le terrain p. 07

Intervenir au cœur des crises p. 10

Des mandats aux impacts durables
en contextes sensibles p. 12

p. 14 Un autre regard

Unies face aux crises p. 14

p. 16 Échos du réseau

L'eau : un bien rare,
un enjeu vital p. 16

Bank of Palestine : financer l'avenir
dans l'incertitude p. 17

p. 18 Mise en commun

Liban : la stratégie 3D à l'épreuve
d'une nouvelle crise p. 18

p. 20 Pour aller plus loin

Art et coopération pour l'eau p. 20

La culture comme levier de
mémoire et de résilience p. 21

p. 22 Dans les coulisses

Dans leur regard p. 22

p. 26 Nos quotidiens

Des parcours et compétences
au service de l'action dans les zones
de crise p. 26

p. 28 Entre collègues

Regards sur le Moyen-Orient p. 28

p. 30 On change

Changement de décor
à Amman p. 30

p. 31 À mon avis...

Deux années à Jérusalem p. 31

p. 32 En équipe

Marhaba Amman ! p. 32



Le magazine interne du groupe AFD

Directeur de la publication : Rémy Rioux. **Directrice de la rédaction :** Aurore Lambert. **Responsable éditorial :** Alexandre Rabitchov. **Rédactrice en chef :** Viviane Georget. **Conception :** Agence in medias res, Anaïs PrévotEAU, Carte ONG. **Rédaction :** Agence in Medias res, Animal Pensant, Jean Gecit, Viviane Georget, Aurore Lambert, Alexandre Rabitchov. **Comité éditorial :** Anne Barthelemy, Benjamin Danbackli, Charlotte Durand, Camille Dubruehl, Anne Faleu, Nathalie Fidrie, Sébastien Fleury, Yves Guicquero, Emeline Jannaud, Vanina Pomonti, Sophie Préaux, Anne-Lise Rêve, Élodie Riche, Irène Salenson, Anne Roos Weil. **Crédits photographiques :** Zaid Ali Taher Assaf, Haneen Boomar, Robina Studio, Arine Rinawi, Eric Thauvin et archives personnelles des interviewés. Dans le cadre de la responsabilité sociétale du Groupe, ce document est imprimé sur un papier recyclé avec des encres végétales par HandiPRINT, entreprise adaptée.

L'AFD AU MOYEN-ORIENT, UNE PRÉSENCE HISTORIQUE

Les crises amènent leur lot de difficultés au Moyen-Orient, mais le groupe AFD s'engage pour œuvrer à un retour à la stabilité, et ce depuis plusieurs décennies.



Célébration des 20 ans du bureau de Jérusalem

« Le développement, c'est un pilier de la paix. Au Moyen-Orient, depuis des années, les investissements de l'AFD sont portés par des hommes et des femmes soudés, engagés sur le terrain, main dans la main avec nos partenaires », rappelle Catherine Bonnaud, première directrice régionale Moyen-Orient.

La résilience comme fil directeur

Au sein du Groupe, peu de régions illustrent autant la nécessité d'adaptation que le Moyen-

1998

ANNÉE D'OUVREURE
DU PREMIER BUREAU
AFD DANS LA ZONE

Orient. « La résilience sereine guide notre engagement au Moyen-Orient. Comme une envie sans cesse renouvelée de continuer à être présents et à faire, alors que les raisons de se décourager ne manquent pas », déclare Philippe Orliange, directeur exécutif en charge des géographies à l'AFD jusqu'à fin 2025. Lorsqu'il devient responsable pays Liban en 2006, le mandat porte principalement sur l'eau ; mais le conflit israélo-libanais réoriente immédiatement les investissements vers des actions de reconstruction. Une capacité



RETROUVEZ
L'INTERVIEW
EXCLUSIVE
DE JEAN-PIERRE
MARCELLI SUR
ON AIR

d'adaptation devenue signature dans une région où « *le contexte impose des ruptures et des cassures* » poursuit Philippe.

Une implication totale

L'histoire du Groupe dans la région débute en 1998, avec l'ouverture du bureau dans les Territoires palestiniens. Deux ans plus tard, la seconde Intifada brise l'élan né des accords de paix d'Oslo. Malgré tout, l'agence reste présente. Jean-Pierre Marcelli, premier directeur du bureau, demeure marqué par cette phrase : « *Quand les chars israéliens entrent dans une ville, la voiture de l'AFD est la dernière à partir et elle est la première à revenir dès que les chars s'en vont.* » Une perception forte de la constance et du courage des équipes sur le terrain. Il se souvient aussi « *des personnes très motivées et brillantes* », symbole d'un élan collectif qui a permis au Groupe de tenir malgré les crises successives.

Construire une vision régionale

La création de la direction régionale Moyen-Orient en 2020 marque un tournant. Son objectif : « *avoir une vision politique globale, plus fine et moins morcelée par pays* ». Deux priorités s'imposent : contribuer à « *la reconstruction du contrat social* » entre populations et autorités locales, et répondre au défi crucial de l'eau. Portée par son équipe, Catherine Bonnaud dit s'être sentie « *prête à soulever des montagnes* ».

S'implanter et perdurer, malgré les difficultés

Les agences d'Amman, Beyrouth et Jérusalem maintiennent leurs activités malgré la succession des crises quand celles de Damas et Sanaa doivent fermer. « *Mais dès que les conditions de sécurité s'améliorent, nous cherchons à revenir* », insiste Philippe Orliange. L'ouverture d'un bureau AFD à Bagdad en 2024 en témoigne. La présence historique d'Expertise France, via son prédécesseur Adetef, et l'ouverture d'un bureau Proparco à Beyrouth en 2019 renforcent l'ancrage du

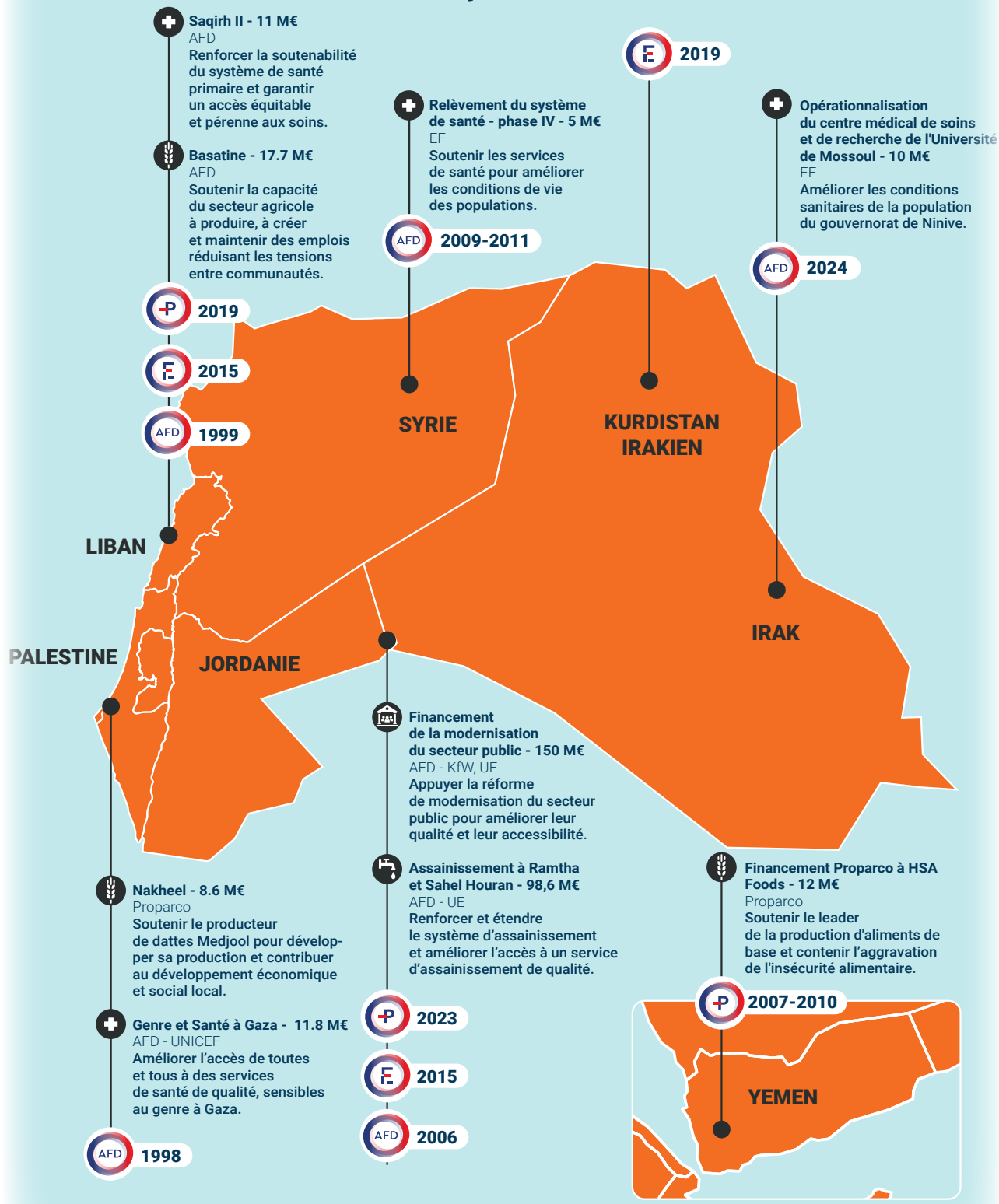
Groupe dans la région. Pour Jean-Pierre Marcelli, désormais directeur régional AFD pour l'Asie du Sud-Est, cet engagement durable « *illustre combien l'AFD est une entreprise à mission qui se révèle lors des crises.* » L'histoire de l'AFD au Moyen-Orient reste ainsi celle d'une présence continue portée par une conviction commune : chaque projet de développement est une étape vers un avenir plus stable et plus pacifique.



**" Quand les chars
israéliens entrent
dans une ville,
la voiture de l'AFD
est la dernière à
partir et elle est la
première à revenir
dès que les chars
partent "**

Jean-Pierre Marcelli,
directeur régional AFD
pour l'Asie du Sud-Est
et premier directeur du bureau
de Jérusalem

Présence et projets phares du groupe AFD au Moyen-Orient



LA SÉCURITÉ : UNE CONDITION *SINE QUA NON* SUR LE TERRAIN

Face aux défis sécuritaires au Moyen-Orient, comment s'adapte le groupe AFD pour maintenir son activité tout en assurant la sécurité des personnes et des biens sur le terrain ?

« **L**e département Sécurité de l'AFD a développé ses compétences internes et a renforcé son expérience en gestion de crise, face aux contextes déstabilisés. C'est un travail d'équipe avec une hiérarchie qui nous fait confiance », résume Thomas Chenesseau, conseiller régional à la sécurité au Moyen-Orient pour l'AFD. Basé à Amman, il est en contact permanent avec la direction des agences de la région et le siège. Lors de l'offensive israélienne au Liban à l'automne 2024, l'exposition aux risques des agents – leur mobilité domicile-travail, la possibilité des déplacements, les procédures d'urgence – était ajustée en fonction d'un suivi constant des dynamiques politico-sécuritaires. « Il faut

trancher rapidement, être agile et prioriser. Notre but est la continuité opérationnelle et notre priorité est la sécurité de nos collègues », confirme la coordinatrice pour la sécurité des opérations au Moyen-Orient d'Expertise France, qui souhaite rester anonyme.

Une mobilisation continue au service des collaborateurs

« Des mesures concrètes ont été mises en place pour garantir notre sécurité et préserver un certain équilibre. Des voitures blindées ont été mises à notre disposition lorsque c'était nécessaire. La veille sécuritaire était réactive. En ce qui concerne les ressources humaines, nous avons des "avantages" : on peut prendre des

suite page 8 ►



Joseph Musslam, chauffeur de blindé et garant de notre sécurité en Palestine, lors d'une mission de reconnaissance dans le nord du territoire



" Nous continuons à nous déplacer en véhicules blindés, accompagnés d'escortes armées, et certaines zones requièrent toujours l'obtention préalable d'autorisations des autorités irakiennes, assorties d'un appui de l'armée "

Charbel Bark, représentant du bureau de l'AFD en Irak

► "jours d'aération" pour prendre du recul et on bénéficie d'horaires de travail flexibles, ainsi que d'une ligne d'assistance psychologique », précise Rouba El Khatib, chargée de mission santé à l'agence AFD de Beyrouth. En Irak, « nous continuons à nous déplacer en véhicules blindés, accompagnés d'escortes armées, et certaines zones requièrent toujours l'obtention préalable d'autorisations des autorités irakiennes, assorties d'un appui de l'armée », explique Charbel Bark, représentant du bureau de l'AFD dans le pays. Cependant, l'amélioration de la situation sécuritaire dans plusieurs régions irakiennes laisse envisager une réévaluation de ces modalités de déplacement. Au quotidien, pour Émilie Schroeder, responsable du bureau d'Expertise France à Erbil au Kurdistan irakien : « Le suivi des projets se fait à distance à cause des coûts de sécurité associés aux déplacements pour une expatriée sur le terrain ». Pour les agents en zones classées rouge et orange par le ministère des Affaires étrangères, un volet formation aux risques est obligatoire.

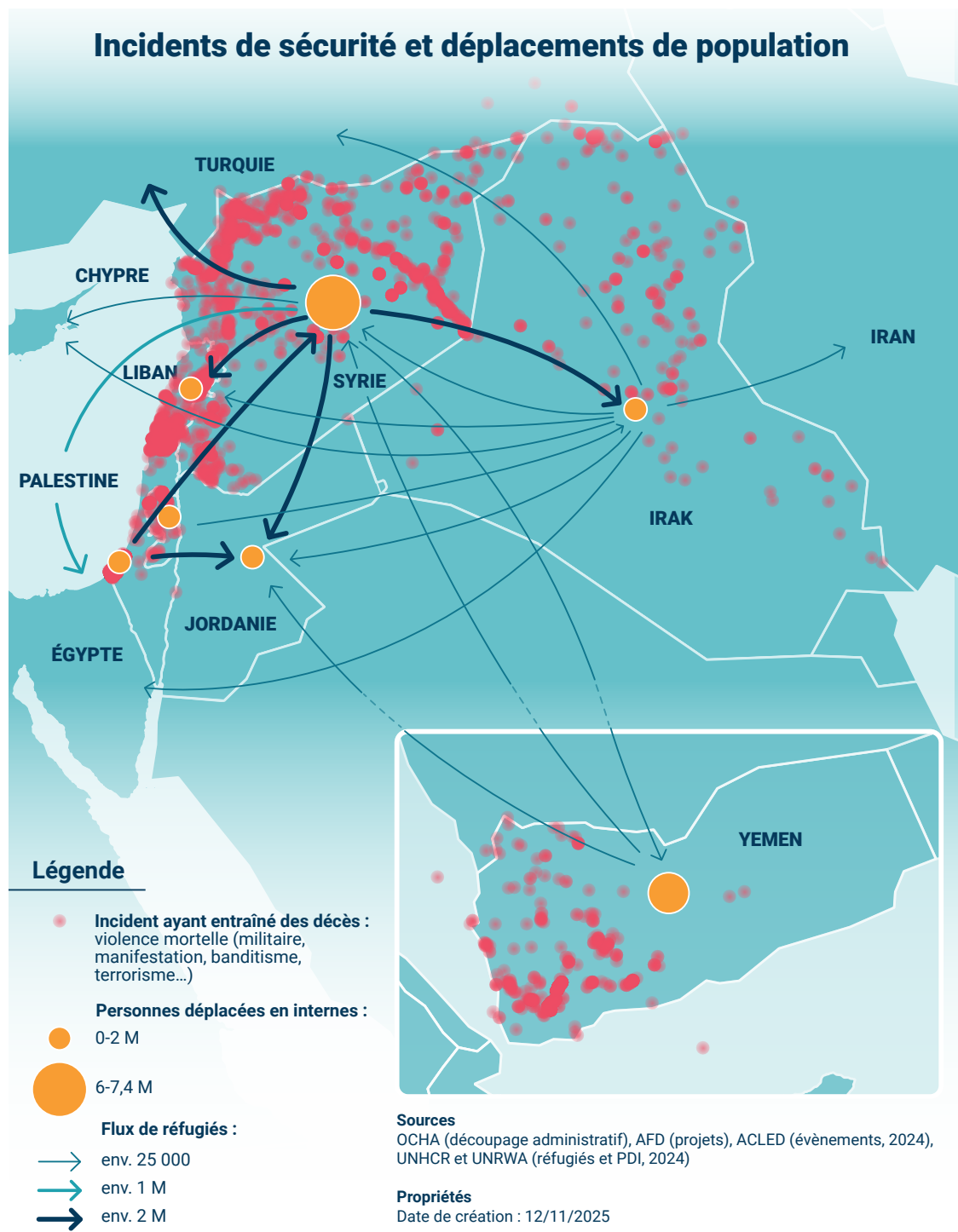
Retrouvez toutes les informations relatives à la formation sur La Ruche.



Véhicules GEOS aux côtés des forces irakiennes en bleu à Tal Afar

Témoignage d'Afnan Abouziad, chargée de versement régional et de gestion, à l'agence de Jérusalem

« Je partage notre vécu pour rappeler qu'au-delà des chiffres et des actualités, il y a des vies humaines qui aspirent à la paix, à la dignité et à un avenir meilleur. Ces deux dernières années ont bouleversé notre vie. Avec la guerre, il a fallu apprendre à vivre avec l'incertitude et à s'adapter au quotidien. Malgré ces difficultés, nous essayons de garder espoir, de rester solidaires et de protéger autant que possible une certaine normalité pour nos proches. Maman de trois garçons qui poursuivent leurs études en France, j'ai vu combien cette situation les a affectés : ils ont été humiliés à l'aéroport de Tel Aviv, sont parfois restés bloqués ici et ont dû passer des examens dans la peur et le stress. Sur le plan professionnel, toute notre équipe échangeait des nouvelles pour s'assurer que chacun allait bien et se soutenir. La situation était si difficile que la motivation était sur le point de disparaître. Pourtant nous avons continué à travailler, à avancer et à tenir nos engagements. Chaque jour, nous choissions de nous relever. Il a pu nous arriver d'avoir honte de rire et d'être heureux quand d'autres meurent et souffrent autour de nous. Un jour, le soleil brillera dans nos cœurs, loin de la tristesse, et l'espoir sera partout. Ce ne sera peut-être pas pour nous, peut-être pour nos enfants. »



Cette carte a été réalisée en collaboration avec la division CCC et son partenaire CarteONG, ONG spécialisée dans la gestion des données et la conception de cartes au service de l'action humanitaire et du développement. Cette collaboration permet de croiser expertise thématique et savoir-faire cartographique afin de proposer des représentations claires, fiables et adaptées aux enjeux présentés : www.cartong.org.

INTERVENIR AU CŒUR DES CRISES

Dans un contexte de crises multiples et continues au Moyen-Orient, le Groupe travaille en appui à la résilience des institutions et des populations, pour des solutions durables au cœur des crises, en articulation avec les acteurs de l'humanitaire. Comment continuer à remplir la mission de développement du Groupe dans ce contexte ?

La très forte dégradation de la situation au Moyen-Orient, depuis le 7 octobre 2023, s'inscrit dans une dynamique de crises successives qui ont affecté l'ensemble de la région. L'engagement de la France dans la région est fort, à la hauteur des liens d'amitié et des enjeux sur la sécurité de l'Europe que portent ces conflits. La paix doit passer par un travail humanitaire, de développement, sécuritaire et politique. C'est le sens de l'organisation par la France des différentes conférences de soutien et de reconstruction pour le Liban, Gaza et la Syrie.

Agir pour la paix et la résilience des populations

Dans ce cadre, le groupe AFD déploie une action d'investissement pour la paix et la stabilité, au service de la politique étrangère de la France et de façon coordonnée avec les acteurs de l'humanitaire. Son action au Moyen-Orient est emblématique de sa capacité à déployer toute la palette de ses instruments, au service d'une mission de solidarité auprès des populations touchées par les crises, et des alliances de la France avec ses partenaires dans la région. Il s'agit à la fois de contribuer à la réponse aux besoins essentiels des populations, de soutenir la cohésion sociale fragilisée par les conflits et les déplacements forcés. Il faut également accompagner la résilience des institutions et se placer à l'écoute de leurs besoins face aux crises.

Cela passe aussi par le soutien de la société civile et des acteurs privés et financiers, éléments clés de la résilience des pays. « La force de notre intervention tient à son positionnement sur différentes temporalités et le lien entre l'échelon national et local. À ce titre, notre effort pour faciliter le dialogue entre les organisations de la société civile et les municipalités dans les zones où elles interviennent est un exemple de notre



Grâce au projet HERNES, en Syrie les prestataires de santé bénéficient de formations clés pour améliorer la qualité des soins offerts aux plus jeunes et aux plus vulnérables

valeur ajoutée et favorise les acteurs locaux », explique Lilly Formaleoni, directrice pays Jordanie et Liban pour Expertise France.

L'AFD a fait de la prévention et de la réponse aux crises l'un des axes de sa stratégie dans la région, avec l'instrument Paix et résilience Minka* depuis 2017. Ces projets ont pu bénéficier à plus de 3,3 millions de personnes au Moyen-Orient, dont 58 % de communautés hôtes et 42 % de réfugiés et déplacés et 55 % de femmes.

Intervenir efficacement en contexte de crise

« L'AFD sait aujourd'hui pleinement travailler en zone de crise : cela requiert d'avoir dès l'amont pensé les projets avec d'importantes flexibilités et cela repose sur la qualité d'écoute et d'ingénierie de nos agences sur place, qui se placent pleinement à l'écoute de nos partenaires faisant face à la volatilité des situations de crises », précise Anne-Lise Rêve, responsable de la division Fragilités, crises et conflits à l'AFD.

* Découvrez l'exposition Moyen-Orient Minka : <https://expo-minka-moyen-orient.afd.fr/>

Fin 2024, lors de la guerre au Liban, l'AFD a ainsi su répondre aux demandes de ses partenaires pour faire évoluer les projets en cours. *« Je travaille sur la santé, le secteur qui a subi le plus de dégâts. Avec le Covid, l'explosion du port, le choléra et la guerre, ce sont les hôpitaux qui doivent tout absorber. Ces événements causent des blessés et des décès en masse. Pour aller plus vite, on a délégué aux partenaires qui étaient présents sur le terrain pour pouvoir acheter des médicaments, installer des cliniques mobiles, préparer des stocks de contingence dans les hôpitaux, toutes ces mesures de sécurité »*, détaille Rouba El Khatib, chargée de mission santé à l'agence AFD de Beyrouth.

Elle déplore néanmoins les missions annulées, à cause du contexte sécuritaire et budgétaire, et l'impossibilité de se rendre auprès de ses partenaires de terrain, durement touchés. Autant d'éléments qui complexifient le suivi des projets. En Syrie, fournir les services de base à la population est aussi une priorité : des dizaines de milliers de consultations de santé ont été rendues possibles par le projet HERNES, mis en œuvre par Expertise France dans le nord-est du pays. Cette logique d'engagement vaut également pour le secteur privé : en période de crise, rester aux côtés de nos partenaires est déterminant. C'est dans cet esprit que le groupe AFD, via Proparco, a renforcé son exposition au sein de *Bank of Palestine* en augmentant sa participation au capital. Ce soutien contribue à la résilience du système financier palestinien et permet à la banque de continuer d'accompagner les PME et TPME, véritable colonne vertébrale de l'économie locale.

Reconstruire durablement grâce à une approche sensible aux conflits

« Dans ces contextes, l'approche du Groupe est dite "sensible aux conflits" : nous prenons en compte les enjeux de localisation des investissements, de cohésion sociale entre communautés, de déplacements forcés, les flexibilités que requiert la volatilité de la situation », poursuit Anne-Lise Rêve. La pertinence de cette approche a été confirmée fin 2024 au Liban : *« Lors des déplacements de populations liés au dernier conflit, nous avons constaté la pertinence de ce choix : la réhabilitation de la sta-*

tion de Naameh a permis d'absorber l'augmentation de la demande en eau potable dans les zones qui ont gagné des habitants », développe Ramy Saliba, chargé de mission eau à Beyrouth.

Où en est l'action du groupe AFD en Syrie ?

Après 14 années de guerre civile pendant lesquelles l'agence avait suspendu ses activités, l'AFD s'apprête à reprendre ses activités en Syrie. Un retour aux sources puisque le premier prêt de la Caisse centrale de la France libre, ancêtre de l'AFD, était au profit de l'Office des Céréales Panifiables (OCP) en Syrie et au Liban en 1942 ! Si l'AFD a suspendu ses activités en 2011 au début de la guerre civile, Expertise France est de son côté active dans le pays depuis 2013 et y met en œuvre des projets de stabilisation sur financements CDCS, UE et DFID, dans les anciennes zones non régime, pour un montant cumulé de 75 M€. Pour définir la feuille de route que se donnera le groupe AFD dans les années à venir, plusieurs missions se sont rendues à Damas en 2025, dont l'une en format Groupe conduite par Philippe Orlange, directeur exécutif en charge des géographies à l'AFD, et Cassilde Brénière, directrice générale adjointe en charge des opérations chez Expertise France. Alors que la Syrie consulte actuellement les bailleurs sur son Plan national de relèvement, le groupe AFD se tient prêt à se mobiliser aux côtés des autorités syriennes pour accompagner de manière structurante la reconstruction du pays. Cet accompagnement démarrera par le secteur financier, domaine clé pour la reprise de l'économie, avec le lancement d'un FEXTE pour appuyer la Banque centrale syrienne et par le soutien à des OSC féministes sur l'agenda femmes, paix et sécurité. D'autres actions à venir en 2026, sont en cours d'identification !

DES MANDATS AUX IMPACTS DURABLES EN CONTEXTES SENSIBLES

Alors que les crises se succèdent au Moyen-Orient, comment le groupe AFD peut-il continuer à travailler sur ses mandats d'égalité de genre et d'adaptation au changement climatique ?



CONSULTEZ LA REVUE
SECTEUR PRIVÉ ET
DÉVELOPPEMENT
"AGIR EN CONTEXTES
FRAGILES" DE PROPARGO

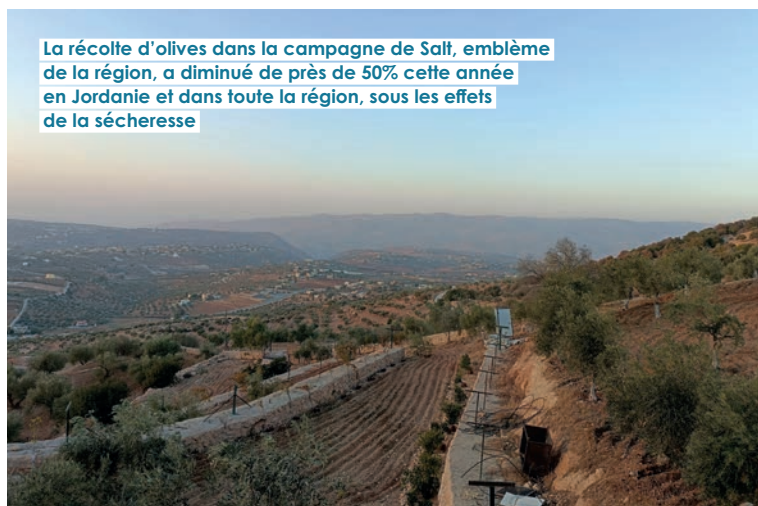
Le Moyen-Orient reste fortement exposé aux phénomènes climatiques intenses : inondations, vagues de chaleur ou sécheresses et non sécheresses extrêmes. Comme le souligne Cyprien Butin, coordinateur régional du programme AdaptAction basé à Amman : « *Le climat ou l'adaptation n'apparaissent pas forcément au premier regard parce qu'il y a des conflits* ». Pourtant, les enjeux climatiques restent majeurs. La région méditerranéenne connaît « *un réchauffement très important et une aridification marquée* ». Les précipitations ont baissé de 20 % depuis les années 1970 et sont désormais concentrées lors de la saison des pluies (de l'ordre de 80 % contre 70 % auparavant). L'année 2024-2025 a même connu une sécheresse historique avec une diminution de 50 % des précipitations annuelles, les plus faibles depuis 40 ans.

AdaptAction, programme d'assistance technique du groupe AFD (Agence française de développement et Expertise France), co-financé

par l'Union européenne en Afrique du Nord et au Moyen-Orient, vise à « *faire émerger des projets d'adaptation au changement climatique* ». Dans une région où « *l'économie et les modèles agricoles sont fortement tournés vers l'exportation* », certaines cultures très rentables restent très consommatrices d'eau. Cyprien cite l'exemple de la Jordanie qui « *exporte des bananes, alors que cela consomme beaucoup d'eau et que les ressources hydriques sont très faibles. C'est aussi un pays producteur de dattes, une culture certes plus économe, mais qui s'est toutefois considérablement accrue ces dernières années au détriment d'une agriculture de subsistance* ».

Au-delà de l'urgence, l'adaptation devient indispensable pour préserver les équilibres de la région. « *Ce programme permet de penser l'avenir de la région de façon structurelle* », explique Cyprien, en soutenant des techniques d'irrigation de pointe, des cultures rustiques adaptées au climat, la réutilisation des eaux usées traitées, ainsi que des mécanismes financiers pour les petits agriculteurs. « *Le but est d'aller vers une adaptation transformative pour répondre aux défis climatiques qui se poseront demain et après-demain* ». **Retrouvez plus d'informations sur La Ruche dans la communauté AdaptAction.**

La récolte d'olives dans la campagne de Salt, emblème de la région, a diminué de près de 50% cette année en Jordanie et dans toute la région, sous les effets de la sécheresse



Un engagement sans faille pour l'égalité de genre

Le genre reste un mandat central dans une région où l'espace d'action des acteurs engagés pour l'égalité et les droits des femmes et des filles se réduit, et où persistent des normes et pratiques discriminatoires au sein des sociétés comme des institutions, tandis que les financements diminuent. Dans ce contexte, l'AFD maintient une ambition forte : 75 % des engagements dans la zone intègrent les enjeux

d'égalité de genre. La nécessité est d'autant plus grande que, malgré un haut niveau d'éducation, les femmes demeurent largement exclues de l'emploi formel, ce qui affecte leur autonomie économique et l'ensemble de leurs trajectoires de vie. « *La participation des femmes à la force de travail en Jordanie n'est que de 14 %* », rappelle Christine Chambon, chargée de mission genre. Les crises accentuent encore ces disparités : « *Le mandat genre permet de concevoir des stratégies qui intègrent l'impact différencié des crises sur les populations.* »

Dans certains pays, le terme « genre » disparaît des communications publiques et des normes patriarcales refont surface, rompant avec des avancées réelles. Malgré cela, les acteurs locaux restent engagés. « *Pour l'AFD, il ne s'agit pas d'imposer des priorités : nous travaillons aux côtés de celles et ceux qui portent déjà ces enjeux. Dans un contexte de recul, il devient essentiel de soutenir les espaces et les discours qui défendent l'égalité de genre et les droits* » souligne Christine Chambon, rappelant qu'il s'agit aussi « *d'équité, de justice, de droits et d'efficacité* ».

En Jordanie, où l'autonomisation des femmes est soutenue au plus haut niveau de l'État, plusieurs projets illustrent cette approche. Le programme Tatakuf, mis en œuvre par Expertise France, en étroite collaboration avec le Ministère jordanien du Développement social, renforce la protection et la cohésion sociale via des centres communautaires pour les Jordaniens et les réfugiés syriens. L'appui à la budgétisation sensible au genre, dans un contexte budgétaire contraint, permet quant à lui d'intégrer les besoins des femmes et des hommes dans les finances publiques, tout en favorisant le dialogue entre société civile et autorités publiques. « *Le sous-financement des programmes pour l'égalité de genre est le nerf de la guerre* ». Enfin l'initiative IFI favorise l'accès des femmes à la formation professionnelle, répondant directement au paradoxe d'une population féminine très formée, mais peu insérée professionnellement.



Bénéficiaires du programme de formation à la préparation du mouneh dans le nord du Liban dans le cadre du projet Shabake2 d'Expertise France

L'économie au cœur des crises : un appui indispensable

Pour Sébastien Fleury, directeur régional de Proparco au Moyen-Orient : « *Dans des zones touchées par des crises, les besoins des populations restent importants. L'économie continue de fonctionner pour les aider à se nourrir, se loger, communiquer, il faut donc la soutenir.* » Il est donc important d'aider les acteurs privés dans les régions traversées par des crises.

Dans ce contexte de ressources publiques limitées, les cofinancements avec l'Union européenne élargissent l'action du Groupe et sécurisent des interventions structurantes. Ils permettent de soutenir des secteurs essentiels, de la microfinance aux services de base, et constituent un effet de levier dans des pays où l'État est affaibli. Ce soutien aux acteurs privés se traduit par le renouvellement des opérations de garantie de portefeuille des Institutions de microfinance au Liban et en Palestine, au cœur de la crise. C'est également l'augmentation de la participation de FISEA (Facilité d'investissement et de soutien aux entreprises en Afrique) dans le capital de la Bank of Palestine alors que Gaza est sous les bombes et l'asphyxie économique de la Palestine est à son plus haut. Le maintien de l'activité du secteur financier est clé pour l'ensemble de l'économie.

UNIES FACE AUX CRISES

Nous sommes allés à la rencontre de trois femmes engagées : Amal Khreishe (Palestine), Leila El Ali (Liban) et Wlla Hasan (Jordanie). Elles nous ont partagé leur regard sur les réalités qu'elles affrontent et les forces des femmes qu'elles accompagnent. Voici un extrait de cet échange disponible dans son intégralité sur On Air, dans la collection Moments choisis.



" Grâce à l'AFD, nous pouvons partager nos pratiques, apprendre les unes des autres "

Wlla Hasan, membre de l'Arab Women's Organization

Dans un Moyen-Orient traversé par les conflits, les déplacements et l'instabilité, trois actrices de terrain livrent un autre regard sur la région : celui de femmes qui reconstruisent, protègent et transmettent. Amal, Leila et Wlla prouvent, qu'à travers leurs actions, la résilience des femmes est une force essentielle pour maintenir la cohésion et préserver la paix. C'est pour les accompagner dans la réalisation de cet objectif que le financement de l'AFD vise à soutenir les organisations féministes locales qui travaillent pour renforcer la participation des femmes à l'établissement de la paix, mieux les protéger contre les violations de leurs droits fondamentaux et leur donner accès à la justice.

Un contexte commun, des défis multiples

À la question des obstacles auxquels les femmes sont confrontées, Amal Khreishe,

directrice générale de la Palestinian Working Women's Society for Development, explique : *« Beaucoup de femmes perdent leur emploi ou arrêtent leurs études parce qu'elles restent coincées des heures à des checkpoints. Depuis le début de la guerre à Gaza, c'est encore pire. »* Leila El Ali, directrice de l'association Najdeh au Liban, renchérit : *« Les femmes et les enfants paient le prix le plus lourd. Les systèmes de santé, de protection et de justice s'effondrent. Même les organisations féministes subissent des attaques politiques et sociétales. »* Quant à Wlla Hasan, qui travaille au sein de l'Arab Women's Organization en Jordanie, elle rappelle l'impact des pressions migratoires : *« Le contexte jordanien est particulier, le pays est affecté par les conflits, les occupations environnantes. Il accueille un grand nombre de réfugiés, ce qui influence les programmes de l'association ».*

Des combats différents, une même résistance

Lorsque nous les interrogeons sur leur



Leila El Ali, Wlla Hasan et Amal Khreishe après l'enregistrement du podcast

manière d'accompagner les femmes, Amal Khreishe décrit un travail centré sur les zones rurales et fragmentées : *« Nous offrons du soutien psychosocial, de l'aide juridique et des formations pour renforcer l'autonomie économique. Chaque femme qui trouve sa voie est une victoire. »* Au Liban, Leila El Ali s'appuie sur un réseau de centres sociaux : *« Nous créons des espaces de protection, d'écoute et de dialogue. Cela permet de maintenir une cohésion sociale, surtout là où les institutions sont fragilisées. »* En Jordanie, Wlla Hasan accompagne les réfugiées syriennes, palestiniennes et les femmes des zones rurales : *« Nos actions vont de la sensibilisation au plaidoyer, en passant par l'accompagnement. Une paix durable se construit d'abord au sein des communautés. »*

Le rôle des soutiens internationaux

Sur le rôle des partenariats, elles sont unanimes : l'appui international leur permet de durer et de porter la voix. Amal Khreishe souligne l'effet du projet coordonné par l'initiative Feministe Euromed, financée par l'AFD : *« Cette initiative nous permet de rassembler la force des mouvements de femmes d'Irak, du Liban, de Jordanie et de Palestine. »* Elle ajoute : *« Grâce à ce partenariat, nous pouvons atteindre les femmes au niveau le plus local et créer des coalitions avec des jeunes, des associations communautaires, des travailleuses sociales. »* Pour Wlla Hasan, il s'agit aussi d'un espace de circulation des pratiques : *« Grâce à l'AFD, nous pouvons partager nos pratiques, apprendre les unes des autres et porter notre voix dans des espaces où, autrement, nous ne serions pas présentes (...) La paix ne se construit pas seule. Elle se nourrit de solidarités. »*

Leurs propos se rejoignent : la paix ne se décrète pas dans les capitales. Elle s'invente sur le terrain, portée par des femmes qui bâ-

tissent au quotidien auprès des communautés et malgré les crises les fondations d'un avenir plus juste.



" Nous offrons du soutien psychosocial, de l'aide juridique et des formations pour renforcer l'autonomie économique. Chaque femme qui trouve sa voie est une victoire "

Amal Khreishe,
directrice générale
de la Palestinian Working
Women's Society
for Development



" Nous créons des espaces de protection, d'écoute et de dialogue. Cela permet de maintenir une cohésion sociale, surtout là où les institutions sont fragilisées "

Leila El Ali,
directrice de
l'association Najdeh
au Liban



RETROUVEZ
L'INTÉGRALITÉ
DE CET ÉCHANGE
SUR ON AIR

L'EAU : UN BIEN RARE, UN ENJEU VITAL

Le Moyen-Orient subit un stress hydrique important, dû à une croissance démographique forte et à une ressource en eau limitée, rendue aléatoire par le changement climatique. Le groupe AFD appuie les autorités dans la gestion des ressources en eau.

L'Irak, fortement dépendant du Tigre et de l'Euphrate qui prennent leur source en Turquie, connaît une grave pénurie d'eau exacerbée par la construction de barrages en amont. Charbel Bark, le responsable du bureau AFD à Bagdad souligne que « les débits disponibles ont chuté de 30 à 50 % ». Avec la sécheresse, cette pression hydrique plonge le pays dans sa pire crise depuis près de 80 ans. L'AFD a octroyé en 2022-2023 deux prêts de 100 et 110 millions d'euros pour les projets d'Al-Hamza (sud) et d'Al-Khalidiya (ouest). Ces financements serviront à construire des stations d'épuration et à moderniser les réseaux d'eau. « Notre appui a évolué d'une réponse d'urgence post-Daesh à un appui structurel de long terme pour le développement et la rénovation d'infrastructures essentielles », explique Charbel.

En Jordanie, un effort coordonné pour la réutilisation
« Pour chaque projet, l'AFD s'aligne sur l'ambitieuse National Water

Strategy 2023-2040 du ministère de l'eau et de l'irrigation », explique Guillaume Mérére, responsable du pôle eau et énergie à Amman. « Cela garantit la cohérence de nos opérations avec les efforts du gouvernement, afin de maximiser les impacts et l'efficacité des investissements. » Dans un pays où la ressource s'amenuise avec le changement climatique et une population multipliée par 20 depuis l'indépendance en 1946, la réutilisation des eaux usées devient indispensable : « Au-delà d'un traitement de haut niveau, il faut en outre investir dans les systèmes de réutilisation pour que chaque m³ d'eau soit ré-utilisé directement ou transféré vers le système de retenues de la vallée du Jourdain. À l'avenir, nous souhaitons aller plus loin en travaillant sur l'efficacité dans les cultures, avec l'appui d'AdaptAction et du COSTEA. »

En Palestine, desserrer l'étai
La gestion de l'eau reste entravée par des contraintes politiques autant que techniques. « Le défi n'est pas

l'absence de ressource, mais l'accès : les Palestiniens consomment environ 80 litres d'eau par jour et par habitant, alors que l'OMS en préconise 100 » rappelle Antoine Buge, chargé de projet. Les nappes sont contrôlées par le gouvernement israélien, les volumes sont limités. Pour desserrer cet étai, l'AFD soutient le projet Connection Points, cofinancé avec l'UE : une conduite principale de 40 km, des réservoirs, des stations de pompage et un nouveau forage renforceront l'approvisionnement de zones sous tension comme Ramallah et Jénine. « L'objectif est d'assurer aux populations un accès plus fiable et prévisible à l'eau, malgré des contraintes persistantes » souligne Antoine.

Au Liban, agir structurellement
Présente depuis 1999, l'AFD est devenue un acteur-clé du dialogue de politique publique et de gouvernance. Elle met aujourd'hui en œuvre exceptionnellement un programme de réforme structurelle, co-construit avec les autorités libanaises, désormais intégré à la stratégie nationale. « Après des années d'analyse et d'expérimentation, nous avons constaté l'incontournable : la gouvernance et les institutions doivent être transformées », explique Ramy Saliba, responsable de pôle à l'agence de Beyrouth. Par ailleurs, l'AFD a adapté ses actions face aux crises successives en menant des interventions à impact rapide pour améliorer le service aux usagers et restaurer la confiance. « Grâce à ce projet, 32 stations d'eau dans le pays ont été réhabilitées ou équipées de système solaire, avec une amélioration du système pour plus de 1,7 million de personnes », explique Ramy.



Le site de Ramtha, en Jordanie

BANK OF PALESTINE: FINANCER L'AVENIR DANS L'INCERTITUDE

L'été dernier, Proparco a injecté 10 millions d'euros supplémentaires au capital de la *Bank of Palestine*, renouvelant ainsi sa confiance à la première banque palestinienne. Pour Sébastien Fleury, cette décision s'impose comme une évidence, celle d'un partenariat durable fondé sur des valeurs partagées et un engagement concret auprès des populations.

« **N**ous intervenons rarement en capital sur des marchés aussi complexes que la Palestine, explique Sébastien Fleury, directeur régional de Proparco basé à Amman. Mais si nous avons fait ce choix, c'est parce que nous avons confiance et croyons à leur potentiel de croissance. » Première banque en Palestine avec 40 % de part de marché, la *Bank of Palestine* entretient depuis plus de quinze ans une relation solide avec le groupe AFD. Cette trajectoire s'inscrit dans un contexte de contraintes durables, que résumait récemment, Hashim Shawa, le directeur de la *Bank of Palestine* dans *La Croix* datant du 17 novembre : « Depuis des générations, nous essayons de trouver des moyens de surmonter les contraintes imposées à nos vies. » Au fil des années, Proparco lui a accordé plusieurs prêts et mis en place des dispositifs de partage de risque pour le financement des PME. Cette collaboration de longue date a conduit Proparco à entrer au capital de la banque en 2021, puis à renforcer sa participation à la mi-2025, devenant ainsi son deuxième actionnaire.

Un alignement de valeurs

La *Bank of Palestine* est alignée avec les valeurs de Proparco, comme le confirme Sébastien Fleury : « Nous sommes actionnaires car nous partageons les mêmes valeurs et nous nous reconnaissons dans leurs actions. Chez Proparco, nous investissons dans une économie qui sert directement les po-

pulations. Et c'est exactement le cas ici : la *Bank of Palestine* joue un rôle essentiel », souligne-t-il. Peu d'institutions bancaires sont, à ce point, orientées vers le service à la communauté. « C'est un critère déterminant pour nous, lorsque nous intervenons dans des pays en crise. Nous cherchons à collaborer avec des acteurs portés par une véritable vocation de service, une économie mise au service de l'humain. »

Un accompagnement durable

Avec cette prise de participation, Proparco cherche aussi à accompagner son partenaire sur le temps long et à lui offrir des opportunités à l'international. « Notre rôle est de valoriser notre manière de travailler avec *Bank Of Palestine*, de montrer à nos partenaires internationaux que ça fonctionne. Et, in fine, de renforcer le système bancaire et financier de Palestine. Pour cela, nous voulons partager une vision économique à long terme du pays, mettre en avant son dynamisme et activer notre réseau auprès de *Bank Of Palestine* pour les aider à se développer. »

Un modèle pour d'autres contextes fragiles

Le partenariat entre Proparco et la *Bank of Palestine* fait figure de référence et inspire d'autres initiatives. « Nous avons beaucoup à apprendre de ce partenaire, qui se distingue par sa transparence et la qualité du dialogue. C'est un exemple qui nous encourage à reproduire ce modèle dans d'autres pays », poursuit Sébastien Fleury. Il insiste

sur la nécessité de ne pas craindre d'investir dans des zones en conflit, où l'activité économique continue malgré tout. « À Gaza, par exemple, les besoins essentiels demeurent : se nourrir, communiquer, accéder à l'eau, effectuer des transferts bancaires. L'économie s'adapte, souvent en s'appuyant sur des solutions plus digitales. À nous d'accompagner celles et ceux qui ont le courage de faire vivre cette économie dans les conditions les plus difficiles. »



**" Nous partageons
une vision du
développement
économique à long
terme du pays
qui ancre notre
partenariat dans
la durée "**

Sébastien Fleury,
directeur régional de Proparco
basé à Amman

LIBAN : LA STRATÉGIE 3D À L'ÉPREUVE D'UNE NOUVELLE CRISE

Frappes israéliennes, effondrement économique et institutions fragilisées...

Au Liban, la France agit selon une approche bien connue : défense, diplomatie, développement. Héritée du Sahel, cette approche se redéploie aujourd'hui dans un environnement différent, avec le même objectif : renforcer la résilience et la souveraineté de l'État libanais.



" Chaque projet, chaque échange d'information, chaque école reconstruite est une brique de stabilité "

Jean-Bertrand Mothes,
directeur d'agence
à Beyrouth

« **L**a stratégie 3D ? Cette approche visait à faire travailler ensemble les militaires, les diplomates et les développeurs sur des zones de crise » rappelle Jean-Bertrand Mothes, directeur d'agence à Beyrouth. « Mais c'était aussi une manière de rehausser la place du développement dans la politique étrangère française. »

Au Sahel, nous avons une armée au sol. Au Liban, le dispositif est tout autre : pas de troupes françaises en opération, mais un maillage complexe – la Force intérimaire des Nations unies au Liban (FINUL), avec ses 750 soldats français ; la Task Force Cèdre, chargée de surveiller les violations du cessez-le-feu ; et une coopération de défense qui travaille au long cours pour participer à la montée en puissance des forces armées libanaises (FAL).

« Depuis début décembre 2024, la Task Force Cèdre a recensé entre 3 000 et 5 000 violations du cessez-le-feu », relève Jean-Bertrand Mothes. « Cela compte quand on veut planifier un chantier : que construire ? dans quelle zone ? ». Dans un tel contexte, une coordination entre les militaires et les collègues du groupe AFD est nécessaire.

Faire vivre l'État malgré la crise

L'objectif est clair : soutenir le retour de l'État libanais dans le Sud, longtemps sous l'influence du Hezbollah : « La reconstruction de la souveraineté ne peut se limiter aux armes et aux enjeux sécuritaires. Il est clé de marcher sur les deux jambes face à une population qui s'impatiente de voir des signes visibles de reconstruction. En renforçant nos appuis pour le rétablissement des services publics (eau, santé, éducation), l'État libanais est renforcé, vis-à-vis de sa

population, facilitant par la même le déploiement des FAL dans le sud, un enjeu prioritaire des militaires », souligne Gaëlle Letilly, agent de liaison AFD auprès de l'État-major des Armées. Comment procédons-nous ? « Dans le pays, c'est l'ambassadeur qui coordonne, rappelle Alban Schwerer, analyste géopolitique et développement. Mais, en pratique, chacun garde sa capacité d'initiative. Il existe ce jeu entre respect du cadre et liberté d'action. »

Sur le terrain, la coordination est un exercice d'équilibriste. « On veut éviter la comitologie lourde du Sahel, insiste Pascal Jeanmougin, lieutenant-colonel, officier de liaison du ministère des Armées. Ici, pas de grand comité 3D, pas de plan gravé dans le marbre. On se parle, on s'ajuste, on reste flexible : ce qui compte, c'est le dialogue entre les acteurs ». Et l'interaction avec l'humanitaire pour intervenir en zone de crise est au rendez-vous, comme avec le CICR dans le Sud Liban et la Bekaa.

Une coopération en quête d'équilibre

Dans un pays fragmenté, cette coordination n'a rien d'évident. « Les militaires travaillent sur du court terme : leur horizon, c'est un an. Pour nous, c'est trois ou quatre ans, observe Gaëlle Letilly. Il faut apprendre à composer avec ces rythmes différents. » Une variation qui s'observe jusque dans le langage : « Quand ils parlent d'influence, cela inclut la lutte contre des opérations de désinformation. Pour nous, il s'agit d'une communication plus douce sur nos résultats » observe Alban Schwerer. « C'est pour cela que les postes mixtes, comme ceux de Gaëlle et de Pascal, sont précieux :

ils servent de traducteurs, de ponts, entre nos mondes. ». Malgré ces écarts, une culture commune s'installe. « On est tous des techniciens en action sur le terrain, explique Gaëlle Letilly. On parle partenariats, programmation, impact et résultats. »

Apprendre de ses erreurs, agir ensemble

Le Liban n'est pas un "Sahel bis". « On ne veut pas refaire du Sahel, affirme Pascal Jeanmougin. Le contexte est différent : ici, l'État existe, il doit exprimer ses besoins. Notre rôle est de l'appuyer, pas de le suppléer. » Mais l'expérience africaine n'a pas été vaine. Elle a permis d'apprendre à travailler dans des environnements instables et d'adapter les outils. « Au Sahel, on a tiré les leçons de ce qui ne marchait pas, » explique-t-il. « On a gagné en souplesse, en réactivité, en compréhension mutuelle. Cette maturité nous aide aujourd'hui au Liban. »

L'explosion du port de Beyrouth, en 2020, a servi de test grandeur nature. « On a gagné en réactivité », note Pascal Jeanmougin. Diplomates, militaires et acteurs du développement ont alors coordonné leurs efforts pour sécuriser le site, acheminer l'aide et lancer les premiers travaux de réhabilitation. Une expérience qui a renforcé la conviction que seule une approche intégrée peut répondre à des crises d'une telle ampleur.

Pour Jean-Bertrand Mothes, notre place doit rester au Liban : « Si nous ne sommes pas là, d'autres le seront. Chaque projet, chaque échange d'information, chaque école reconstruite est une brique de stabilité ». Un travail patient, parfois invisible, mais essentiel : celui d'une France qui apprend, pas à pas, à conjuguer ses trois « D » sur le terrain des crises.



Déplacement au camp FINUL de Dayr Kifa abritant le contingent français

Le regard de l'ambassadeur, Hervé Magro

Hervé Magro, ambassadeur de France au Liban :

L'approche 3D prend tout son sens au Liban qui fait face à une crise multidimensionnelle depuis 2019. En effet, dans un contexte sécuritaire fragile, les projets mis en œuvre ne sont pas seulement des programmes techniques ou financiers : ils sont l'expression d'une vision politique – celle d'une France solidaire, attachée au développement humain et à la dignité de chacun, promouvant la restauration de l'autorité de l'État.

Pourquoi cette approche est-elle si cruciale au Liban ?

L'affirmation de la souveraineté de l'État emporte des enjeux complexes au Liban. La réponse ne peut donc être uniquement militaire ou sécuritaire, elle doit s'articuler aux enjeux de développement. Ces enjeux sont inextricables pour matérialiser un retour de l'État au sud du pays.

Quelle est la valeur ajoutée du groupe AFD ?

Les projets soutenus par le groupe AFD au Liban sont des ponts entre nos sociétés : ils unissent des experts, des ingénieurs, des élus, des chercheurs, des citoyens, dans une même volonté d'améliorer la vie de tous. L'ancrage du groupe AFD est fort dans le pays, plus de 1,3 milliard d'euros engagés au Liban depuis 1999 et une réelle présence au sud, qui ne va faire qu'augmenter au cours des deux années à venir.

ART ET COOPÉRATION POUR L'EAU

Et si l'innovation venait d'ailleurs ? En Palestine, deux projets liés à l'eau, soutenus par l'AFD, révèlent à la fois l'ingéniosité technique et la richesse culturelle d'un territoire en constante adaptation.

Le projet GIREUT naît en 2019 lorsqu'une association palestinienne accompagnant les paysans sollicite son partenaire français Experts-Solidaires pour optimiser l'usage de l'eau dans l'agriculture. « *Nous avons travaillé leur demande pour les accompagner, y compris sur la gouvernance de l'eau* » relate Thomas Cazalis, chargé de projet au sein de l'association basée à Montpellier. « *La dimension d'innovation inversée est à souligner* » selon Vanina Pomonti, chargée de l'instruction et du suivi des initiatives des organisations de la société civile au Moyen-Orient. « *Les Palestiniens sont confrontés à des défis qui arrivent chez nous avec le dérèglement climatique, nos territoires peuvent apprendre de leur expérience* ». Thomas Cazalis abonde, expliquant « *que les partenaires français vont s'inspirer des Palestiniens qui travaillent sur la gestion et le partage de l'eau entre usagers et réutilisent déjà les eaux usées traitées pour irriguer leurs arbres fruitiers comme les oliviers.* »

Une fresque soutenue par Metis

C'est en Palestine toujours qu'une autre preuve du soutien de l'AFD s'est concrétisée, avec une fresque autour d'un réservoir d'eau. Tout commence par le coup de cœur de Véronique Sauvât, Benjamin Danbakli et Antoine Buge, de l'agence de Jérusalem, pour une œuvre de street-art à Ramallah. Ils contactent alors l'artiste Fuad Alymani, « *son travail pouvait servir de base à un projet Metis et permettait de faire le pont avec un projet de développement, par exemple en habillant une infrastructure dédiée à l'eau.* » C'est avec la municipalité de Beitunia, à côté de Ramallah, que le projet se concrétise. Un projet pédagogique est mis en place avec le collège de filles de la ville, voisin d'un réservoir d'eau réhabilité grâce à une FICOL portée par la Collectivité d'eau du bassin rennais. Les ateliers avec Fuad s'enchaînent et les idées fusent. « *L'AFD a permis cette mise en réseau et les partenaires se sont très vite emparés du projet* » s'enthousiasme Antoine. La fresque, réalisée

sur le mur d'enceinte de l'école et sur l'imposant réservoir d'eau à plusieurs mètres de hauteur, a été achevée en mai. « *Les rêves de liberté des jeunes artistes y transparaissent, tout comme leur lien à la nature et aux ressources – un véritable engagement envers leur terre si contrainte* » conclut Antoine.



"J'ai transformé plus de cinquante croquis d'élèves en un design mural, et les jeunes filles ont peint à mes côtés. Je suis fier d'avoir contribué à une œuvre publique de cette ampleur – surtout en Palestine, où chaque coup de pinceau devient vite un acte politique"

Fuad Alymani,
artiste de la fresque
de Beitunia



LA CULTURE COMME LEVIER DE MÉMOIRE ET DE RÉSILIENCE

Protéger des archives cinématographiques en Irak, rendre accessible des formations artistiques aux jeunes en Palestine. Deux territoires et une même évidence, la culture rassemble et répare.

Quand on pense à l'Irak, on imagine les vestiges antiques, les plaines mésopotamiennes ou les cicatrices des conflits. Rarement les films oubliés dans les archives nationales. C'est là qu'intervient Expertise France. « *L'histoire de l'Irak est riche et son patrimoine audiovisuel l'est tout autant* », raconte Léa Cesena, chargée de projets au sein du pôle Attractivité des territoires, culture, patrimoine et sport d'EF. En 2021, sous l'impulsion du Premier ministre irakien, naît le Comité Al-Hasan Ibn Al-Haytham pour la Mémoire visuelle de l'Irak, chargé de préserver les archives cinématographiques et audiovisuelles nationales, un trésor fragile où sommeillent des décennies d'histoire. Le projet attire l'attention de l'ambassade de France en Irak, qui sollicite EF en 2023 pour l'accompagner dans cette mission.

Une formation à l'INA

Depuis 2024, un programme soutenu par le ministère de l'Europe et des Affaires étrangères, mis en œuvre par EF en partenariat avec l'Institut national de l'audiovisuel (INA), permet de valoriser et restaurer 104 films de fiction irakiens datant des années 1940 jusqu'aux années 2000. « *Début septembre 2024, trois professionnels irakiens sont venus se former au sein de l'INA à la gestion d'un fonds d'archives de films* », se souvient Léa. Sur place, l'artiste, cinéaste et archiviste Ayman Nahle dispense des formations sur la restauration des archives pour rendre ses lettres de noblesse au cinéma ira-

kien. Pour Wareth Kwaish, chef de projet basé à Bagdad, « *le projet Iraqi Cinematheque c'est un peu une thérapie car il invite à travailler sur la mémoire du pays. À travers la promotion des films restaurés, il donne à voir l'histoire et la culture du pays, véritable source de fierté.* »

Soutenir l'accès à la culture

Au-delà de la préservation du patrimoine, la fierté se cultive aussi à Jérusalem-Est où le programme *Action for East Jerusalem's Identity and Resilience* (AJIR) fait de la culture et de l'éducation un levier de résilience. Doté de 8 M€, il finance une quarantaine d'initiatives locales dans les domaines de l'éducation, de la culture et des services sociaux.

Le NGO Development Center (NDC) en assure la maîtrise d'œuvre et accompagne l'AFD dans l'identification des projets.

Comme le rappelle son directeur, Ghassan Kasabreh, « *les difficultés économiques et sociales rencontrées par les habitants de Jérusalem-Est justifient un soutien visant à faciliter leur accès aux services essentiels, en particulier dans les domaines de l'éducation, des infrastructures et des opportunités économiques.* » Il précise également qu'« *AJIR vise à améliorer les opportunités éducatives, culturelles et pour la jeunesse, à soutenir les populations vulnérables, en particulier les femmes, dans leur accès aux services essentiels, et à renforcer les capacités de la société civile.* » Dans une ville où l'accès aux services reste limité, ces actions sont fondamentales.

Le soutien apporté au Jérusalem

Young Men's Christian Association (YCF) illustre cette démarche : la création d'une École des Arts permet aujourd'hui à 380 élèves, dont 60% de filles, de bénéficier de programmes artistiques et musicaux. Depuis 2020, 46 projets ont été mis en œuvre.

En finançant ces initiatives, AJIR contribue à renforcer « *la résilience palestinienne à Jérusalem-Est et à répondre aux besoins des organisations de la société civile maillon essentiel de la solidarité locale* » rappelle Ghassan Kasabreh.

Retrouvez la bande annonce du film Saïd Effendi de Kameran Hosni produit en 1956 sur le site du festival de Cannes 2025.



À Jérusalem, le Jerusalemite Youth Cultural Forum utilise la musique et les arts pour renforcer l'autonomie des jeunes et promouvoir l'égalité des genres.

DANS LEUR REGARD

Ils y vivent, y travaillent, y sont nés et parfois le portent tout simplement dans leur cœur. « Ils », ce sont les femmes et les hommes – nos collègues – qui agissent au quotidien pour soutenir le Proche et le Moyen-Orient. Pour cette édition, ils nous partagent leur regard sur cette région balayée par les crises. Une photo de mission, une image qui les a marqués, un souvenir lumineux... Sur ces quatre pages, ils nous montrent LEUR Moyen-Orient.



« Juin 2023, Gaza, Palestine. Une plénitude troublante, en contraste avec la dureté du quotidien – la survie – déjà bien réelle avant le 7 octobre. Et pourtant, malgré le poids de l'occupation, des projets qui avançaient : conduites d'eau, station d'épuration, systèmes d'irrigation, centre d'enfouissement, valorisation du patrimoine... portés par de brillants partenaires, engagés et obstinés, soutenus en partie par l'AFD. Malgré l'horreur du moment, osons espérer un futur meilleur, avec la France et l'AFD au rendez-vous. »

Antoine Buge, chargé de projet Palestine

« Cette photo a été prise le 22 novembre 2025 à la ferme de mon collègue, nichée dans les pittoresques montagnes de Salt, pendant la saison des olives. Elle mêle un paysage naturel époustoufflant à la beauté du coucher de soleil sur la ville. »

**Wafa Mhasen, femme de ménage
à l'agence d'Amman**





« Cette photo a été prise à Bethléem en Palestine en 2011. Quand je la vois, je pense aux mots de l'artiste JR : « La photo ne peut créer le dialogue si les protagonistes sont des deux côtés d'un mur ». Il ne reste aujourd'hui plus grand-chose des collages de l'artiste. »

Simon Goutner, chargé de projets au sein de la division d'appui aux organisations de la société civile

« Erbil, capitale de la région autonome du Kurdistan d'Irak, une cite pleine de contrastes, entre héritage millénaire et modernisation rapide. Voici une vue depuis la Citadelle sur les quartiers modernes d'Erbil, de nuit. La Citadelle est un site classé au patrimoine mondial de l'UNESCO et cœur historique d'Erbil, dont l'histoire s'étend sur au moins 6 000 ans. Construite sur un monticule archéologique, elle est l'une des plus anciennes colonies habitées en permanence au monde. »

Emilie Schroeder, directrice des programmes Syrie et représentante EF en Irak



« Au Centre Al Thouri, à Jérusalem Est, nous avons rencontré des Palestiniennes qui réapprennent la confiance, la maîtrise d'elles-mêmes et l'espoir. Un petit refuge où persistent dignité et courage même quand tout semble vouloir les effacer. »

Anne de Soucy, directrice adjointe de l'agence de Jérusalem



« Entre mer et mémoire, le port de Byblos accueille chaque coucher de soleil comme un rappel de l'histoire ininterrompue du Liban. Témoin de civilisations qui se succèdent sans rompre le fil du temps, il rappelle combien la continuité, la résilience et l'espérance demeurent au cœur de l'histoire du pays. »

Lara Fahs, responsable de communication régionale pour le Moyen-Orient



« Mur d'oppression et de séparation, celui de Bethléem révèle que l'espoir résiste, même dans les lieux où il paraît définitivement éteint. »

Benjamin Danbakli, responsable pays Liban et Syrie



« Au nord de la Jordanie, sur un tronçon du Jordan Trail. Vue sur la vallée du Jourdain, fleuve surexploité, cristallisant les conflits. Pour se ressourcer et s'apaiser sur ce territoire : randonner dans le maquis, un milieu familier de plus en plus fragilisé par les dérèglements climatiques, là-bas comme en France. »

Vanina Pomonti, chargée de l'instruction et du suivi des initiatives des organisations de la société civile au Moyen-Orient

« Cette école de Haris, financée par l'AFD, illustre toute la complexité de l'accès à l'éducation en Cisjordanie ; située en zone B, sa cour de récréation se trouve en zone C, rappelant les défis quotidiens pour offrir aux enfants un lieu d'apprentissage et d'espoir. »

Hani Boullata, chargé de mission Eau et assainissement en Palestine





« Dans la vieille ville de Jérusalem, symbole d'histoire et de foi, vivent des Palestiniens qui poursuivent leur quotidien. Malgré le conflit, leur résilience reste la boussole qui guide notre action. »

Nura Treish, chargée d'investissement senior pour le Moyen-Orient (Proparco)



« L'armée israélienne démolit des écoles. Pourtant ces fillettes ne sont pas parties prenantes au conflit, ni leurs familles, dans ces zones rurales de Cisjordanie. »

Irène Salenson, responsable pays Palestine

« Un très beau souvenir partagé avec toute l'équipe de l'agence de Jérusalem, réunie autour de la récolte des olives. Une journée de bonne humeur et de solidarité, malgré le poids de la guerre à Gaza. Une parenthèse précieuse, qui nous rappelle la force du collectif et l'importance de rester soudés. »

Niveen Feidi, assistante de gestion au sein de l'agence de Jérusalem



DES PARCOURS ET COMPÉTENCES AU SERVICE DE L'ACTION DANS LES ZONES DE CRISE

Diplomatie, défense, humanitaire et développement doivent être articulés face aux crises. Pour que ses collaborateurs puissent créer des passerelles entre ces mondes, le groupe AFD les accompagne dans le développement des compétences nécessaires à la diversité de ces missions et contextes.

D'ici 2030, 60 % des personnes les plus pauvres vivront dans des États fragiles et en crise. « Pour le groupe AFD, il est crucial de soutenir ses partenaires et leurs populations en étant présent dans les zones de crise avant, pendant et après celles-ci. Investir pour

la paix et la stabilité est au cœur de la mission du Groupe, au cœur de notre métier. », rappelle d'emblée Anne-Lise Rêve, responsable Division fragilité, crises et conflits (CCC). Le Groupe s'appuie sur l'expertise de ses agents pour décoder un écosystème complexe (conflits, sécurité, cartographie, etc.) et accompagner les besoins spécifiques des acteurs financés dans des environnements volatiles.

Cette présence repose sur des partenariats stratégiques, tels que ceux avec le ministère de l'Europe, les Armées ou le CICR. L'objectif est de faciliter la compréhension mutuelle. La direction des Ressources humaines organise des détachements et des passerelles pour cela. « L'AFD peut apporter son expertise du développement. En échange, ces structures peuvent nous aider sur les sujets humanitaires et de crise ». Delphine Falchier, responsable de la division recrutements, mobilités, carrière, met l'accent sur « ces intérêts communs à partager nos pratiques et nos connaissances du terrain. »

Mieux se comprendre pour mieux agir

L'AFD collabore avec le CDCS du MEAE. Pierre Salignon, responsable adjoint du département Évaluation et apprentissage, y a été détaché comme chef des opérations humanitaires et de stabilisation. Pendant quatre ans, il a « apporté son expertise en matière de gestion des

crises et renforcé les liens entre ces deux entités qui fonctionnent différemment. Le CDCS gère la réponse aux crises (assistance consulaire, aide humanitaire d'urgence, opérations bilatérales de solidarités en appui d'États partenaires), tandis que le groupe AFD agit sur le moyen et long terme. Mais nous avons pu renforcer plusieurs collaborations avec Expertise France pour accompagner la sortie de crise. » Ce travail conjoint a aidé EF en Ukraine, en Éthiopie et en Syrie. La coopération entre le CDCS et le groupe AFD s'est renforcée après la chute du régime Assad et la réouverture de l'ambassade de France en Syrie.

Le travail avec le CICR illustre un autre volet essentiel : le dialogue humanitaire. Candice Salkaln, détachée à l'AFD depuis novembre 2021, facilite le dialogue bilatéral. Son rôle : « Faire en sorte que CICR et l'AFD se comprennent ». Elle traduit, clarifie les points de vue, « rééquilibre qui dit quoi et peut épauler un collègue à l'AFD qui a besoin d'informations sur un pays ou une thématique et le mettre en lien avec les homologues du CICR ». Objectif : harmoniser les termes pour faciliter la communication, comme « cycle de projet » et « cycle de financement de projet ».

Des expertises complémentaires au service du terrain

Sur le terrain, les agents nationaux du Groupe jouent un rôle clé. À Ramallah, Nura Treish gère les portefeuilles



" Avec le ministère de l'Europe, les armées ou le CICR, nous avons des intérêts communs à partager nos pratiques et nos connaissances du terrain "

Delphine Falchier,
responsable de la division
Recrutement, Mobilités,
Carrière (RMC)

clients et fait le lien entre le siège et les réalités du terrain. Son expérience est un atout : « *Grâce à ma connaissance du terrain, je peux mieux anticiper les opportunités et les difficultés. La compréhension du contexte local est également cruciale pour pouvoir être perçue comme une conseillère de confiance et établir des relations stratégiques.* »

Faire Groupe pour mieux intervenir

Hervé Temporel, avec 38 ans d'expérience militaire et 5 ans à diriger un projet européen, est maintenant conseiller en défense pour Expertise France, où il intègre les questions de sécurité et de défense. « *Je traduis le langage militaire en langage projet et inversement. Par exemple, j'ai conseillé sur la sécurisation des frontières dans le cadre de SECFRON5 en Jordanie, en donnant une première approche financière et des narratifs pour valider une architecture du Soutien Santé au profit des Forces de défense jordaniennes dont les populations bénéficient également. Cela consiste à justifier et exprimer un besoin co-construit avec le partenaire et à le guider vers une solution capacitaire acceptable pour tous.* »

Les transferts internes renforcent la collaboration. De mars 2025 à janvier 2026, Dana Almadi, experte chez EF, travaille dans la division CCC. « *Pour chaque projet, je mets à profit mon expérience afin de rapprocher les pratiques d'Expertise France et celles de la division. Cela facilite les échanges et la compréhension mutuelle.* » Une passerelle qui fluidifie les interactions et améliore la compréhension de la stratégie et des financements du Groupe.

Enfin, l'AFD mise sur la montée en compétence des équipes. Deux fois par an, la division CCC organise des réunions de points focaux Crise avec Proparco et EF, ainsi que des formations de trois jours pour le Groupe sur l'action d'« *Investissement pour la paix* ». Ces formations abordent les adaptations techniques requises, la

sensibilité aux conflits, la nécessité de financements plus flexibles et une redevabilité accrue. « *Il s'agit de renforcer l'écosystème de collègues sensibilisés à la spécificité de l'action dans les zones de crise. Depuis 10 ans, un collectif de collègues en agence, de REP et de RP, appuient à développer cette expertise spécifique du Groupe, reconnue par ses pairs. Il nous faut la nourrir, c'est la condition de la pertinence de notre action, dans un contexte international très adverse pour le financement du développement dans les zones de crise.* » Delphine Falchier ajoute que ces formations, obligatoires pour les employés travaillant dans des zones à risque, sont dispensées par le ministère ou Expertise France. **Rendez-vous sur la communauté Crises et conflits sur La Ruche pour découvrir la formation déployée par CCC.**



" Je mets à profit mon expérience afin de rapprocher les pratiques d'Expertise France et celles de la division CCC. Cela facilite les échanges et la compréhension mutuelle "

Dana Almadi,
Expertise France, en mission
au sein de la division CCC



" Grâce à ma connaissance du terrain, je peux mieux anticiper les opportunités et les difficultés. La compréhension du contexte local est également cruciale pour pouvoir être perçue comme une conseillère de confiance et établir des relations stratégiques "

Nura Treish,
Proparco, chargée
d'investissement senior
pour le Moyen-Orient

REGARDS SUR LE MOYEN-ORIENT

Irène Salenson, responsable pays Palestine, est allée interviewer Philippe Orlange, ancien diplomate qui vient de quitter le groupe AFD après une carrière de plus de 20 ans. Ensemble, ils nous partagent leurs interrogations et visions du Moyen ou du Proche-Orient.

Cet article se compose d'extraits d'un échange disponible dans son intégralité en podcast

Irène Salenson : Tu as un attachement particulier pour cette région. Peux-tu nous en parler ?

Philippe Orlange : C'est difficile parce que la dimension professionnelle et la dimension plus personnelle sont imbriquées. Dans cette partie du monde, beaucoup de choses sont imbriquées entre elles. Cette imbrication peut aussi conduire à des expériences douloureuses et explique sans doute l'expression d'Amin Maalouf des « identités meurtrières ». Pour moi, la découverte de l'AFD a aussi été la

découverte du Proche-Orient. Mon premier métier était responsable pays Liban et Égypte. En arrivant au Liban en 2006, puis en Palestine en 2007, j'ai ressenti un sentiment d'appartenance à une communauté humaine universelle, le sentiment de partager une histoire.

I. S. Tu as choisi de faire ta dernière mission au Proche-Orient. Peux-tu nous livrer quelques impressions ?

P. O. C'était une mission à la fois très riche et



Irène Salenson et Philippe Orlange
durant l'enregistrement du podcast

très dense. J'en retiens la difficulté à circuler, les frontières. Mais il y a aussi des ponts. Et franchir ces ponts, y compris quand ces ponts sont des ponts entre consciences et pas simplement des ponts physiques, c'est très frappant.

La Jordanie continue d'être un pôle de stabilité dans la région. Au Liban, l'espoir, notamment de réformes économiques, est un peu en train de s'essouffler. En Syrie, c'est l'inverse, la renaissance, l'espoir. En Palestine, j'ai été frappé par la capacité des Palestiniens à ne pas perdre espoir, malgré la situation.

I. S. Comment l'AFD peut-elle se positionner dans des contextes de crise avec beaucoup d'autres acteurs internationaux qui interviennent ?

P. O. Ce qu'on fait depuis la fin des années 90 en Jordanie, en Palestine et au Liban est un atout stratégique. Une légitimité qui découle de la façon dont on travaille aussi bien avec les autorités publiques, nationales ou locales, que les acteurs de la société civile. Notre mode de faire c'est de travailler avec les partenaires locaux. Quand on travaille dans l'eau en Palestine, on travaille avec l'Autorité palestinienne de l'eau. Quand il faut, dans un secteur donné, aider à structurer la société civile, on le fait, comme au Liban avec notre projet Shabake. À Gaza, il ne peut y avoir de reconstruction sans l'Autorité Palestinienne. Au Liban, il y a une priorité forte à donner à la région sud, là où l'État, les services publics ont disparu. Ça suppose à la fois une bonne articulation avec les autorités gouvernementales libanaises et un travail sur le terrain qui associe la société civile libanaise ou le Comité international de la Croix-Rouge, grand partenaire de l'AFD. Sur la Syrie, le ministre des Finances veut éviter ce qu'on a trop souvent vu dans un certain nombre de zones en sortie de crise, un émiettement d'interventions faiblement coordonnées entre elles, qui impose aux autorités locales un fardeau de mise en œuvre. La Jordanie, c'est un peu différent, parce qu'elle n'est pas en sortie de crise. Il y a des éléments de

fragilité, mais il y a aussi un pilotage solide de la coopération internationale par le ministère du Plan et de la coopération.

I. S. Merci beaucoup, Philippe. Veux-tu ajouter un mot pour conclure cet entretien ?

P. O. Je voudrais remercier les collègues de l'AFD qui travaillent au Proche-Orient, pour la force de leur conviction, la qualité de leur travail, pour leur attachement à leur mission et la façon dont ils la remplissent.



**RETROUVEZ
L'ENTRETIEN
SOUS FORME
DE PODCAST
SUR ON AIR**



**" En arrivant
au Liban en 2006,
puis en Palestine
en 2007, j'ai ressenti
un sentiment
d'appartenance
à une communauté
humaine
universelle,
le sentiment
de partager
une histoire "**

Philippe Orlange,
ancien directeur exécutif
des géographies de l'AFD

CHANGEMENT DE DÉCOR

À AMMAN

Jusqu'alors basée au Liban, la direction régionale s'est installée en Jordanie en 2024, rejoignant les bureaux de l'agence AFD d'Amman, qu'il a fallu profondément modifier pour faire de la place aux nouveaux arrivants, tout en améliorant le cadre de travail. Bérangère Callamand, directrice adjointe, et Rawan Alhomaimat, chargée du pôle socio-économique, nous présentent ce projet qu'elles ont fièrement porté.



Bérangère Callamand,
directrice adjointe
de l'agence AFD Amman



Rawan Alhomaimat,
chargée du pôle
socio-économique
de la DR Amman

Qu'est-ce qui a motivé le déménagement de la DR ?

Bérangère Callamand : Le transfert de la DR s'est opéré principalement pour des raisons logistiques et de sécurité. Il est plus facile de se déplacer dans la région depuis Amman, qui offre une meilleure connectivité aérienne, notamment avec le Liban, et un accès routier à la Palestine, inaccessible depuis le Liban en raison de la guerre et de l'absence de relations diplomatiques.

Rawan Alhomaimat : Le transfert de la DR a aussi encouragé la rénovation des locaux de l'agence où nous sommes installés, en tant que propriétaire, depuis 10 ans. Les travaux de réaménagement et de rénovation du plateau d'un peu plus de 400m² ont notamment permis d'augmenter la capacité d'accueil. En parallèle, une opportunité de location s'est présentée pour Proparco et Expertise France, installés dans des locaux séparés au même étage. Le Groupe est maintenant réuni sur le même palier.

Quels sont les principaux défis que vous avez rencontrés ?

R. A. Nous avons dû trouver un autre espace disponible, en partie équipé et sur toute la durée des travaux - 5 mois - pour accueillir l'équipe. Nous l'avons trouvé dans le même immeuble, ce qui a bien aidé au suivi du chantier et au respect des délais.

B.C. Parmi les défis, s'assurer de la qualité des résultats et la bonne relation avec les partenaires avec lesquels nous avons collaboré à chaque étape, une quinzaine



Nouvel accueil de la DR Amman

en tout, a été crucial. Il a également fallu accompagner l'équipe à se préparer à ce changement. Des réunions d'équipe et des visites de chantier ont été effectuées en ce sens.

Comment le siège a-t-il accompagné ce changement ?

B.C. Le siège a été très présent tout au long de ce processus qui a débuté il y a moins d'un an. Un tel projet demande une phase de préparation importante et une implication quotidienne pour assurer le respect des délais : identification des sociétés du secteur, préparation administrative et budgétaire, recrutement des architectes et constructeurs, déménagements et emménagements, supervision des travaux nécessitant un appui et des prises de décision rapides. C'est une grande satisfaction pour nous d'avoir finalisé ce projet dans le calendrier annoncé tout en respectant le budget donné.

Pourquoi avez-vous été sélectionnées pour superviser le déménagement ?

B.C. J'avais lancé et suivi un projet de rénovation dans mon poste précédent et j'étais convaincue des possibilités que cet espace pourrait offrir, notamment pour disposer d'un espace commun, inexistant auparavant, et de la dynamique qu'un tel projet pourrait avoir auprès des collègues.

R. A. J'étais architecte par le passé, il y a 10 ans. Je ne pratiquais plus ce métier, mais c'était une bonne façon de rafraîchir mes anciennes connaissances.

Comment vivez-vous ce nouvel espace de travail ?

R. A. Nous sommes très satisfaits du résultat ! Nous avons complètement repensé l'espace pour accueillir plus de personnes tout en préservant la confidentialité, nous l'avons embelli avec des matériaux de qualité, des couleurs sobres et lumineuses. Les lieux sont

mieux aménagés, plus accueillants et plus spacieux avec plusieurs salles de réunions, des espaces calmes pour les appels et des espaces communs qui renforcent la convivialité et la cohésion d'équipe.

À MON AVIS...



DEUX ANNÉES À JÉRUSALEM

Véronique Sauvat, directrice de l'agence AFD à Jérusalem

Comment rendre compte avec justesse de nos quotidiens et notre métier dans un contexte de conflictualité multiforme, dont les racines plongent si loin dans l'histoire ?



Un jour on pleure, un jour on rit. Le quotidien, c'est Jérusalem la « ville-monde », les histoires entremêlées, les déplacements si compliqués, les contraintes et l'arbitraire, le houmous et les dattes Nakheel, les discussions intenses : l'identité, le vivre ensemble, la terre, les droits, l'éducation, le rapport à l'avenir, la capacité à agir... ; la littérature pour approcher, de l'intérieur, l'absurde et les rêves. Notre métier, c'est continuer à porter des projets bien concrets, répondant à des besoins immédiats : une route que l'on répare, un espace pour les enfants, tout en maintenant autant que possible un espoir à long terme. C'est faire le pari de la patience et de la ténacité. C'est aussi et surtout tirer son chapeau devant des partenaires souvent lucides, rationnels et constructifs, qui croient encore qu'une solution de paix est possible.



En équipe

MARHABA AMMAN !



Depuis septembre 2024, la Direction régionale Proche et Moyen-Orient a posé ses valises à Amman. Si la photo ne montre qu'une partie de l'équipe, la DR compte aujourd'hui 12 collègues répartis entre Amman, Beyrouth et Jérusalem, qui travaillent au quotidien main dans la main malgré la distance. À Amman, les bureaux sont partagés avec les équipes d'Expertise France et de Proparco, renforçant le travail collectif au quotidien.

Les Directions pays et régionales AFD, Proparco et Expertise France se réunissent régulièrement à Amman pour conforter synergies et approches Groupe au Moyen-Orient. L'occasion de se retrouver et croiser stratégies et modalités d'intervention pour plus d'efficacité et d'impacts pour le Groupe dans la sous-région.

Premier rang (de gauche à droite)

1. **Sébastien Fleury**, directeur du bureau régional Proparco pour le Moyen-Orient
2. **Yves Guicquéro**, directeur régional AFD pour le Moyen-Orient, et directeur AFD pour la Jordanie
3. **Lilly Formaleoni**, directrice pays Expertise France pour la Jordanie et le Liban.

Second rang (de gauche à droite)

4. **Charbel Bark**, représentant de l'AFD pour l'Irak
5. **Léa Macias**, chargée de mission transversale
6. **Yara Karadsheh**, chargée de versements
7. **Véronique Sauvat**, directrice de l'agence AFD Jérusalem
8. **Jean-Bertrand Mothes**, directeur de l'agence AFD Beyrouth
9. **Bérengère Callamand**, directrice adjointe de l'agence AFD Amman
10. **Jihane Alami**, coordinatrice géographique pour le Moyen Orient au siège d'Expertise France.

Découvrez l'agence de Beyrouth en vidéo avec la série *Visite mon agence* et retrouvez les actualités de la DR sur la communauté Direction régionale du Moyen-Orient